



COMMUNIQUE DE PRESSE

Paris, le 14 septembre 2026

500 millions d'euros de moins sur le budget 2026, l'État déraile !

Le décret du 11 juin 2026 annule près d'un demi-milliard d'euros de crédits de paiement sur de nombreuses politiques publiques, tout en ouvrant parallèlement des crédits ciblés. Autrement dit, le Gouvernement organise ses priorités budgétaires au détriment des missions publiques qui protègent, accompagnent et répondent aux besoins quotidiens de la population.

Cette coupe budgétaire intervient en 2026 alors même que le budget voté pour l'année portait déjà la marque d'une austérité sévère. Après une loi de finances construite sur la réduction de la dépense publique, le Gouvernement choisit d'aggraver encore la situation.

Pour la FGF-FO, cette méthode confirme une logique inacceptable : lorsque les choix budgétaires deviennent intenables, ce sont encore les services publics, les agents et les missions utiles à la population qui sont sacrifiés et transformés en variable d'ajustement :

- 157,5 millions d'euros sont retirés au ministère de l'Écologie, du Développement et de la Mobilité durables .
- 95,5 millions d'euros pour le ministère du travail et de l'emploi .
- 35 millions pour la recherche et l'enseignement....

Et cette attaque budgétaire ne s'arrête pas là !

L'économie perd 13,5 millions d'euros, la culture 20,2 millions d'euros, la santé 1,7 million d'euros, le sport 1,2 million d'euros et la sécurité 2 millions d'euros. Ces chiffres ne sont pas de simples lignes comptables : ils correspondent à des missions, à des équipes, à des besoins sociaux et à des politiques publiques déjà fragilisées. Ces coupes affaiblissent des services publics indispensables à la cohésion sociale,

La FGF-FO exige le rétablissement immédiat des crédits supprimés et l'ouverture d'un véritable plan d'urgence pour renforcer les services publics, en particulier ceux chargés de la protection environnementale, de la prévention des risques et de l'accompagnement des populations.

Face à cette nouvelle saignée budgétaire, l'heure n'est plus à l'attente mais à l'action.

Force Ouvrière appelle tous les agents à se mobiliser et à participer massivement à la grève du 29 septembre 2026 afin de défendre le service public, nos emplois, nos salaires et nos droits.

Ensemble, faisons entendre notre refus de l'austérité et imposons d'autres choix pour l'avenir.